

DAMAS LE MARQUEUR

Guerres et surtout pas de paix en Syrie

L'islamisme partout, au Machrek et au Maghreb, oui, c'est bon pour justifier le caractère juif d'Israël, pour mettre, définitivement, à l'abri l'Etat hébreu, mais cela comporte des risques. D'où la valse hésitation damascène et la résistance, pourquoi le nier, du régime de Bachar Al Assad. Les guerres de Syrie commencent, et c'est un tournant majeur, un marqueur géo-stratégique. Plus rien ne sera comme avant. A bien y réfléchir, plus rien n'est, déjà, plus comme avant.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

«Les amis du peuple syrien», doux générique pour ne pas nommer les partisans d'une intervention militaire contre le régime en place. L'ONU est désactivée par la Russie et la Chine par rapport à cette mission.

Restent les USA, la France et le Royaume-Uni. Ces trois-là ne semblent pas vouloir la même chose même si, d'apparence et d'apparence seulement, ils disent vouloir en finir avec Bachar Al Assad. Comment, quand et pourquoi ? A ce triptyque, essentiel, pourtant, ni Washington, ni Londres, ni Paris n'abattent leurs cartes. La France, depuis le départ de Sarkozy, a changé de ton et ne se met pas en avant pour une expédition guerrière sans l'aval de l'ONU.

F. Hollande, ferme, il est vrai dans son discours et appelant ouvertement au départ de Assad, n'en reste pas moins attaché à une légalité internationale formelle.

Le locataire de l'Elysée est sur une ligne de principe dure mais ne veut pas faire sans la Russie et la Chine. Le président français n'ira pas en dehors de l'ONU guerroyer en Syrie. Le Royaume-Uni, va-t-en-guerre devant l'Eternel, attend les signaux venant d'Amérique. Ces derniers tardent à être envoyés. B. Obama semble avoir tempéré les ardeurs meurtrières de H. Clinton.

La relex des States anti-Assad et pro-Israël à mort, c'est le cas de l'écrire, peine à proposer un plan valide et crédible à l'administration américaine pour gérer l'après-Assad en évitant les enfers afghan et irakien, voire égyptien et libyen. Une chose est de démanteler un régime, une autre est de contrôler la suite, toute la suite des événements. Le chaos peut, il est vrai, être l'objectif à atteindre, sans doute était-ce le véritable dessein des Bush, père et fils, et leurs commanditaires, le complexe militaro-industriel et les lobbys sionistes. Pour la Syrie, toutefois, les choses apparaissent plus compliquées.

D'abord, Moscou et Pékin n'en démordent pas, ils ne lâcheront pas Damas pour des prunes. Ensuite, il y a l'Iran et l'ensemble des communautés chiites dans la région Irak-Liban-Syrie-Bahreïn, disséminées un peu partout ailleurs en Extrême-Moyen-Proche-Orient.

Qui, après Assad ? Les islamistes, oui, Washington peut l'accepter, elle le souhaite même, mais les islamistes damascènes sont armés, surarmés.

Même en cas d'accord avec leurs chefs, ce qui semble être le cas, il n'est pas certain que les alcôves secrètes et les alliances dans les hôtels occidentaux, où tout paraît simple, résistent aux épreuves, aux rapports de force sur le terrain, à la base islamique, manipulable, évidemment, mais anti-sioniste et anti-Israël réellement.

D'où le sentiment mitigé par rapport à la Syrie qui fait croire à de l'indécision, mais en fait, ce ne sont là que prudence, calcul et stratégie.

Un monde arabo-islamiste avec ces deux versants oriental et maghrébin, tout islamiste et chose tentante pour justifier l'existence du caractère juif d'Israël, mais cela comporte des risques. D'où la question damascène.

A. M.

FRANCE

Le CFCM, ce machin créé par Sarkozy, prend l'eau

Dalil Boubekur, recteur de la Grande Mosquée de Paris, retire ses deux représentants du Conseil français du culte musulman mais rien ne dit qu'il ne reviendra pas, comme il a l'habitude, sur sa décision annoncée à grands fracas.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Le communiqué que vient d'émettre Dalil Boubekur, le recteur de la Grande Mosquée de Paris, annonçant le retrait de cette institution du Conseil français du culte musulman (CFCM) est loin d'être une surprise.

Le CFCM, ce «machin» créé par Sarkozy en 2003, est devenu, depuis, un faire-valoir, une coquille vide, en tout cas un nid de dissensions nombreuses sur fond de combat d'influence entre deux pays, l'Algérie et le Maroc, qui se disputent la paternité et l'influence sur les 7 millions de musulmans installés en France.

Dans leur majorité, les fidèles n'ont jamais cru au CFCM, dont les critères de représentativité proprement surréalistes — proportionnels aux surfaces de lieux du culte, y compris les caves d'immeubles — avaient été vainement contestés. Dalil Boubekur, non plus, n'a jamais fait l'unanimité, y compris au sein de la communauté de fidèles algériens. Les associations culturelles algériennes n'ont pas manqué une occasion, notamment ces deux dernières années, de dénoncer publiquement et devant le ministre algérien — Benattallah — chargé de la communauté algérienne à l'étranger, de dénoncer publiquement ce nid d'incompétents et d'affairistes que constitue la Grande Mosquée de Paris que «continuent à financer les contribuables algériens» et notamment demandé, sans résultat, que ce dernier ne soit plus maintenu par Alger au poste de recteur «dont il n'aurait pas les compétences, y compris religieuses». Dalil Boubekur s'est donc fendu d'un communiqué, adressé au président du CFCM, le Franco-marocain Mohamed Moussaoui, dans lequel il annonce le retrait de la Grande Mosquée de Paris des instances du CFCM.

Ainsi, Chems-Eddine Hafiz, vice-président du CFCM, et Abdelkader Bendidi, président

de la Fédération de la Mosquée de Paris pour la région Rhône-Alpes, ne siègeront plus au bureau exécutif du CFCM composé de 15 membres, et Boubekur d'expliquer ce retrait par «les graves dysfonctionnements du CFCM et sa gouvernance autocratique qui a tenté de minorer la surface et l'influence de la Grande Mosquée de Paris». Tout est justement dans cette influence que lui ont, d'une main de maître, raflée les Marocains. Cette influence perdue des Algériens dans cette institution censée représenter l'islam en France et ravie par les Marocains tient en partie, et seulement en partie, au système pervers de calcul au m² de mosquées qui fonde la représentation des élus au CFCM. Alors que Dalil Boubekur présidait, par désignation, cette institution à sa création en 2003, il s'est vu évincé et remplacé par le Marocain Moussaoui, conséquence logique d'un travail de fond, non seulement de ce dernier auprès des fidèles mais aussi des autorités de son pays pour le promouvoir. Depuis, Dalil Boubekur ne



Photo : Samir Sid

Dalil Boubekur, recteur de la Grande Mosquée de Paris.

représentait pas grand-chose et ceux parmi les fidèles qui militaient pour que la Grande Mosquée garde son statut historique de représentant de la plus grande et la plus ancienne communauté musulmane installée dans l'Hexagone ont, depuis les frasques de ce recteur — déclarations scandaleuses sur Israël, silence radio sur les attaques en règle ces deux dernières années par Sarkozy et ses lieutenants de la communauté musulmane, accord honteux avec Brigitte Bardot sur l'abattage de l'Aïd... — définitivement perdu espoir dans un recteur dont le souci n'a rien à voir avec les préoccupations des fidèles, mais qui cherche simplement à perdurer et à aider ses amis de droite. Et dans cette situation de fragilisation sans pareille de la Grande Mosquée de Paris,

que fait l'Algérie ? Apparemment rien ou en tout cas sans grand résultat. Quant au CFCM, il a, à sa naissance avec la présidence de Dalil Boubekur comme aujourd'hui avec la présidence du Franco-marocain, perdu toute crédibilité en se pavanant dans les salons de la République et en faisant tout pour que les intellectuels musulmans qui pourraient apporter à cette institution en termes d'ouverture et d'adaptation de cette religion à la modernité, n'y figurent surtout pas, laissant aux affairistes de tous bords la mainmise sur cette institution. Il n'est pas dit que le recteur Dalil Boubekur fasse encore parler de lui dans les prochains jours et peut-être même en revenant sur sa décision de retrait : il en a donné l'habitude.

K. B.-A.



EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'an deux mil douze et le dix-huit du mois de juin à dix heures (10 heures), s'est tenue l'assemblée des actionnaires de la société CERALG Spa au capital de deux cent onze millions cent quinze mille dinars, l'assemblée a voté les résolutions suivantes :

Première résolution : «Examen des états financiers de l'exercice 2011».

Deuxième résolution : «Affectation du résultat de l'exercice 2011».

Troisième résolution : «Ratification du mandat d'administrateur».

Quatrième résolution : «Revalorisation des rémunérations des cadres».

Cinquième résolution : «Approbation d'une convention réglementée».

Sixième résolution : «Libération des honoraires du commissaire aux comptes».

Septième résolution : «Montant du jeton de présence».

Huitième résolution : «Publicité légale».

Le président de l'assemblée

CONDOLÉANCES

Très affecté par le décès de son ami

Brahim Touchene

chef de service de gastro-entérologie de l'hôpital de Kouba, grand humaniste et praticien compétent qui a voué sa vie au service des malades, Zoubir Souissi adresse ses condoléances les plus attristées à sa famille et prie Dieu le Tout-Puissant d'accorder Sa Sainte Miséricorde au défunt.